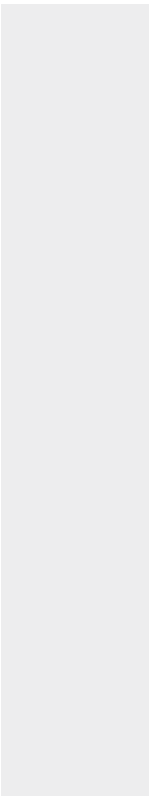


1

GÉOPOLITIQUE

- 
- **Fiche 1. La crise ukrainienne** : une nouvelle « Révolution orange »
 - **Fiche 2. Espagne** : Juan Carlos abdique. Vive le roi Felipe VI !
 - **Fiche 3. Centrafrique** : l'opération Sangaris
 - **Fiche 4. Thaïlande** : le rejet du « système Shinawatra »
 - **Fiche 5. Iran** : Hassan Rohani et le renouveau des relations irano-américaines
 - **Fiche 6. Israël** : les adieux d'Ariel Sharon
 - **Fiche 7. Italie** : Matteo Renzi le réformateur, nouveau président du Conseil
 - **Fiche 8. Syrie** : chronique de la dernière révolution du « printemps arabe »
 - **Fiche 9. D-Day** : les célébrations du 6 juin 1944 au service de la paix
 - **Fiche 10. Les élections dans le monde en 2014** : panorama des nouveaux dirigeants de la planète

FICHE 1

LA CRISE UKRAINIENNE : une nouvelle « Révolution orange »



On ignore souvent, nous qui vivons au sein de l'Union européenne depuis toujours, ou presque, le tropisme que peut exercer cet espace de liberté et de prospérité sur ses voisins. Les écarts de richesse entre la zone Europe et les États limitrophes, la stabilité politique et la protection des droits individuels, ne peuvent qu'attirer les peuples et les Gouvernements des États tiers. C'est ce dont fait montre la crise ukrainienne... Car les victimes de la Place Maïdan resteront, pour l'histoire, les premiers citoyens à être morts pour l'Europe!

La nouvelle « Révolution orange »

La crise ukrainienne a débuté en novembre 2013, soit près de 10 ans après la Révolution Orange de 2004 qui avait déjà secoué le pays suite à l'élection contestée et bientôt annulée de Viktor Ianoukovitch à la présidence de la République. Or cette nouvelle crise de 2013/2014 voit à nouveau Viktor Ianoukovitch au centre des événements. Elle fait suite à la décision du Gouvernement de Kiev de ne pas signer un accord d'association pourtant proposé par l'Union européenne. Pour mieux comprendre le contexte et les enjeux de cette décision il faut commencer par préciser que le Gouvernement ukrainien est acculé financièrement. Or, au titre de ses principaux créanciers, on trouve le frère russe. Et l'ardoise se monte à 17 milliards de dollars de facture de gaz ! De quoi offrir un droit de regard à Poutine sur la politique de son voisin. Or, à l'époque, l'Union européenne avait quant à elle justement refusé un prêt de 20 milliards d'euros à l'Ukraine. Les données de l'équation étant celles-ci, on comprend plus facilement la reculade du Gouvernement ukrainien, guidé par Moscou, dans son rapprochement avec l'Union européenne. Car, pour la Fédération de Russie, soucieuse de préserver sa sphère d'influence et qui entend repousser l'OTAN aussi loin que possible de ses frontières, cette tentative européenne de l'ancienne république soviétique d'Ukraine est impensable. Passant de la carotte au bâton et aux promesses de représailles (telles l'augmentation du prix du gaz, la fermeture des gazoducs...) le pouvoir russe a su convaincre le Gouvernement ukrainien de ne pas signer...

Pour manifester son désaccord, des manifestations monstres sont alors organisées par l'opposition, conduisant à l'occupation de la place de l'indépendance (Place Maïdan). Tout un symbole puisque le Président Ianoukovitch était accusé par les manifestants (au nombre de plusieurs dizaines de milliers) de vendre le pays à la Russie... Pour les en déloger le *Parti des Régions* du Président fera voter par le Parlement des lois anti-manifestations. Des tentatives de négociation seront certes engagées avec l'opposition, menée notamment par Vitali Klitshko (ancien champion de boxe); mais en vain. Le Gouvernement fera intervenir la police anti-émeute. De sorte que les blessés, puis les morts, ensanglantent en février 2014 cette seconde Révolution orange. L'indignation internationale sera considérable et le soutien aux manifestants largement orchestré dans les médias. Les pressions diplomatiques se feront bientôt de plus en plus pressantes et, à l'aune d'une ultime rencontre avec les ministres des affaires étrangères allemand, français et polonais, le pouvoir de Kiev choisira enfin de lâcher du lest. Viktor Ianoukovitch annonce le 22 février – contraint par la rue – le retour à la Constitution de 2004 et au régime parlementaire. Mais il est trop tard... Le temps de la négociation est passé.

Le soir même le Parlement vote la libération de l'ancienne égérie de la Révolution orange de 2004 : Loulia Timochenko, emprisonnée depuis plusieurs années. Et les députés votent, à l'unanimité, la destitution de Viktor Ianoukovitch qui fuit dans la nuit la capitale. Les EuroMaïdan ont gagné Kiev. Mais le président intérimaire Oleksandr Turchynov, et son gouvernement, mené par Arseni Iatseniouk vont désormais devoir gérer la montée des tensions, d'abord internes au sud-est, avant de faire craindre à l'embrasement côté russe.

La contre-révolution

Rejetant ce virage pro-européen la République autonome de Crimée, peuplée majoritairement de russophones, proclame unilatéralement son indépendance et vote en mars pour le rattachement de la péninsule à la Russie. Il faut dire que la Crimée occupe depuis le début de la crise une importance notable dans l'exacerbation des tensions dès lors que la Russie y possède une base militaire stratégique à Sébastopol.

La Crimée, une province qui a fait l'histoire

La Crimée a fait à plusieurs reprises l'Histoire. Il faut en effet rappeler que le territoire a déjà justifié une guerre: la Guerre de Crimée! (1854-1855).

À l'époque déjà les belligérants, russes d'un côté, contre une coalition anglaise/française et ottomane de l'autre, s'affrontaient en vue de stopper l'expansionnisme russe. Le conflit s'était du reste concentré autour de la base navale de Sébastopol.

Mais il faut aussi se souvenir que la Crimée a accueilli, au sein de la station balnéaire de Yalta, la conférence du même nom au cours de laquelle Roosevelt et Staline se partageront le monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Le référendum, dont la légalité sera rejetée par la communauté internationale, sera toutefois ratifié par la Russie. Le pas était franchi, la Russie venait d'annexer un territoire voisin. Le risque de guerre devenait désormais réel. Et l'on verra bientôt la Russie masser des troupes à la frontière.

D'autant que, suivant cet exemple, d'autres provinces ukrainiennes situées à l'Est, dans le Donbass, elles aussi à forte population russophone, se soulèvent contre le pouvoir de Kiev, prennent possession des bâtiments publics, forment des milices... Tous les éléments d'une guerre civile sont maintenant réunis. Ainsi la situation dégénère-t-elle à Donetsk, à Odessa ou à Kharkiv. Mais l'Ukraine n'entend pas cette fois-ci abandonner au frère russe d'hier d'autres parcelles de son territoire. Si la situation singulière de la Crimée, territoire soviétique « offert » en 1954 par Khrouchtchev à l'Ukraine, semblait déjà actée par la force des choses, il n'en ira pas de même de l'Est du pays. Des opérations « anti-terroristes » seront menées et les forces armées ukrainiennes s'évertueront à reprendre le contrôle des villes aux mains des miliciens pro-russes. Les villes tomberont les unes après les autres en juin et en juillet 2014. Kiev aura restauré son autorité, et préservé son intégrité territoriale, par la force des armes.

En tout état de cause le basculement du pays vers l'Europe sera définitivement acté au printemps. Le premier acte de ce virage sera le fait, en mai 2014, de l'élection à la Présidence de la République d'un oligarque ayant fait fortune

dans le chocolat : Petro Porochenko. Le milliardaire aura fait campagne pour un rapprochement avec l'Europe (jugée plus favorable aux affaires que le partenaire russe). Aussi les Ukrainiens, en dépit de leur détestation des oligarques, ont-ils fait le choix de Petro Porochenko, c'est-à-dire le choix de l'Europe...

Ce tropisme européen sera finalement acté par un accord commercial conclu avec l'Union européenne en juin 2014, attisant encore le courroux de Moscou menaçant de graves conséquences son ex-partenaire ukrainien. Hasard ou non un avion de ligne sera abattu par erreur durant l'été depuis la zone séparatiste pro-russe et cela à l'aide de missiles sol-air, technologie de pointe détenue uniquement par des armées conventionnelles...

Pour comprendre

Révolution Orange : l'attirance-répulsion de l'Europe

La première Révolution orange fait référence à la série d'événements ayant conduit en 2004 à l'annulation de l'élection à la présidence de Viktor Ianoukovitch, candidat proche de Vladimir Poutine. Une série de manifestations, orchestrées par le candidat malheureux Viktor Ioutchenko, suit la proclamation des résultats et prend de plus en plus d'ampleur. Ces manifestations seront d'ailleurs très largement soutenues, médiatiquement comme financièrement, par les pays occidentaux dont les États-Unis. Si bien que le gouvernement de Kiev sera contraint d'organiser un nouveau scrutin un mois plus tard ; ce dernier voit la victoire du clan pro-occidental de Viktor Iouchtchenko. Une ère de rapprochement avec l'occident et l'OTAN s'ouvre alors. Mais de nombreuses affaires financières vont bientôt conduire le clan orange au désastre. Si bien qu'en 2010 le pro-russe Viktor Ianoukovitch est élu à la présidence devant la pro-européenne Ioulia Tymochenko. L'égérie de la Révolution sera du reste placée en détention quelques mois plus tard, condamnée à sept ans d'emprisonnement pour abus de pouvoir dans le cadre de contrats gaziers. Les pays occidentaux, comme l'opposition, ne cesseront de dénoncer cette action judiciaire comme le fruit d'un règlement de compte politique. Du reste la Cour européenne des droits de l'homme condamnera l'Ukraine dans cette affaire.

L'acte II de la Révolution Orange a donc marqué la reprise du pouvoir par les pro-européens au sein d'un pays déchiré entre pro-russes et pro-occidentaux...

FICHE 2

**ESPAGNE :
Juan Carlos abdique. Vive le roi Felipe VI !**

L'époque est au renouvellement des monarchies. Déjà 2013 avait vu les abdications du roi Albert II de Belgique au profit de son fils Philippe, ainsi que la Reine Beatrix des Pays-Bas au profit – là encore – de son fils Willem-Alexander. 2014 sera quant à elle l'année de la transition en Espagne. Et quand on connaît le rôle qu'a joué la monarchie dans le retour à la démocratie au sein de la péninsule ibérique, on ne peut rester indifférent à cette page qui se tourne... En annonçant subitement son abdication, Juan Carlos a provoqué la surprise et l'émotion de son peuple. Quoique son âge (76 ans) et son état de santé le laissent penser depuis de nombreux mois, rares sont les Espagnols qui s'étaient préparés à voir leur roi abdiquer.

Car Juan Carlos incarnera, pour l'histoire, le héros de la transition démocratique de l'Espagne à la mort du général Franco. On se souvient en effet que Franco prend le pouvoir en 1939 au terme d'une guerre civile sanglante qui voit la défaite des Républicains. Or, dès 1948, Franco désigne Juan Carlos, qui n'a encore que 10 ans, comme son possible successeur. Le dictateur fait ainsi revenir d'exil le jeune prince afin de lui inculquer une éducation « franquiste ». Rappelons que Juan Carlos est le fils de Juan de Bourbon, prétendant au trône d'Espagne, et chassé du pays par les Républicains en 1931.

Il faudra toutefois attendre 1969 pour que Juan Carlos, désormais âgé de 31 ans, soit officiellement désigné successeur du Caudillo (El Caudillo étant le titre de Franco) et prince d'Espagne à titre honorifique. Cinq ans plus tard, tandis que la maladie devait progressivement éloigner Franco du pouvoir, il sera nommé Chef d'État par intérim. Franco décédera finalement en 1975, ouvrant ce qui devait être l'ère de Juan Carlos; et il était attendu que cette ère se situe dans la continuité du franquisme.

Or c'est ici que la légende du roi démocrate Juan Carlos va s'écrire. Alors même que son éducation l'avait préparé à suivre les chemins d'un despote, le nouveau roi entreprend sans tarder des réformes libérales. Il nomme alors Adolfo Suárez au poste de Président du Gouvernement avec pour mandat de démanteler le système franquiste et d'élaborer une nouvelle constitution démocratique qui ferait

entrer l'Espagne dans le concert des nations libérales d'Europe. La censure va être abolie, le pluralisme politique autorisé et les premières élections libres se tiennent en 1977. Une nouvelle Constitution est adoptée par référendum l'année suivante.

Et pourtant ce germe de démocratie aurait pu être écrasé dans l'œuf. En effet le 23 février 1981 la monarchie parlementaire instaurée avec la Constitution de 1978 est menacée par un coup d'état. Des militaires envahissent le Parlement en pleine séance, d'ailleurs retransmise en direct à la télévision. Mais Juan Carlos ne recule pas. Dans une allocution historique à la télévision le monarque, revêtu pour l'occasion de son uniforme militaire de capitaine général des armées, ordonne aux officiers putschistes de la Garde civile de retourner dans leur caserne. Ce jour-là, Juan Carlos quitte ses habits d'homme de la transition démocratique, il devient le rempart et la meilleure garantie de l'unité d'une Espagne démocratique. C'est ce que retiendra l'histoire de ce monarque au parcours hors du commun.

Et pourtant l'image du monarque est aujourd'hui fortement dégradée auprès du Peuple espagnol. C'est qu'en effet de nombreux scandales ont émaillé la popularité de la famille royale ces dernières années. Au point qu'en avril 2012 Juan Carlos, contrit, en était rendu à une séance d'excuse publique dans les couloirs d'un hôpital, béquille à la main. La presse avait en effet dévoilé, quelques jours auparavant, qu'en dépit de la crise économique qui frappait très durement l'Espagne, le roi Juan Carlos avait pour sa part cru bon de prendre part à une très coûteuse et discutable chasse à l'éléphant au Botswana. L'histoire serait du reste demeurée parfaitement confidentielle si le roi n'avait dû être rapatrié d'urgence après s'être fracturé la hanche.

D'autant que la famille royale devait donner d'autres arguments aux partisans de l'abolition de la monarchie. C'est ainsi que l'infante Cristina, la propre fille de Juan Carlos, devait bientôt être mise en examen, avec son époux (soupçonné de corruption), pour fraude fiscale et blanchiment d'argent. Jamais la légitimité de la monarchie n'avait jusqu'alors tant souffert depuis la Restauration. Et c'est très probablement, au-delà de la fatigue de Juan Carlos due à son âge et son état de santé, ce qui aura conduit le monarque à passer la main à un fils cadet jusqu'ici exemplaire : Felipe (46 ans). Il faut en effet rappeler que la Constitution espagnole prévoit la priorité des garçons sur les filles dans l'ordre de succession au trône; expliquant que Felipe hérite aujourd'hui de la couronne et non sa sœur aînée Cristina.

Couronné en juin sous le nom de Felipe VI sous le signe de l'austérité, tandis que le chômage touche 25 % du pays, et en l'absence de sa sœur opportunément absente de la cérémonie, le nouveau roi aura pour mission – avec son épouse Letizia Ortiz (une roturière divorcée et ancienne présentatrice du journal TV) et leurs deux filles – de réconcilier les Espagnols avec la monarchie alors qu'un mouvement républicain s'était fait jour, réclamant un référendum visant à l'abolition de la monarchie et à l'instauration d'une République d'Espagne.